



Le 5 août 2016

Comité permanent des finances de la Chambre des communes
Finapbc-cpb@parl.gc.ca

Mesdames, Messieurs les membres du Comité permanent des finances de la Chambre des communes,

La Canadian Canola Growers Association (CCGA) se réjouit de pouvoir participer à la consultation prébudgétaire de 2017. La CCGA, qui représente les intérêts des 43 000 producteurs de canola au pays, aimerait profiter de l'occasion pour présenter plusieurs considérations essentielles dans le cadre du prochain budget fédéral.

Un secteur agricole sain crée des emplois et profite à l'ensemble de l'économie canadienne. En effet, un emploi sur huit au pays se rapporte à l'agriculture, de sorte que le secteur est un pilier fondamental de l'économie canadienne. Au sein de l'industrie agricole, le secteur du canola rapporte 19,3 milliards de dollars par année à l'économie canadienne, assure 249 000 emplois, et compte une stratégie de croissance robuste.

Commerce

Les producteurs de canola exportent plus de 90 % de leur production sous forme de graines, d'huile ou de farine. Ces échanges commerciaux créent des emplois et génèrent une activité économique au Canada. Il faut absolument de solides accords commerciaux pour ouvrir de nouveaux marchés et conserver ceux qui sont déjà acquis. Or, les accords ne représentent qu'une partie de l'équation; le Canada doit aussi se doter de personnel expressément pour s'attaquer aux obstacles commerciaux. Seul le gouvernement fédéral peut s'occuper des accords commerciaux et éliminer les obstacles commerciaux, un travail qui doit être entièrement financé. Ce principe touche aussi le Secrétariat de l'accès aux marchés, qui a besoin d'un financement suffisant pour lever les barrières commerciales et promouvoir des solutions mondiales visant à prévenir les obstacles à l'avenir.

Il faut mettre en œuvre l'Accord économique et commercial global entre le Canada et l'Union européenne de même que l'Accord de partenariat transpacifique. Le budget de 2017 peut envoyer un message clair à cet égard, et aussi faire ressortir l'importance d'établir de

nouvelles ententes commerciales avec les marchés déterminants tels que la Chine. Le budget de 2017 doit également faire en sorte que le Secrétariat de l'accès aux marchés obtienne un financement adéquat.

Prochain cadre stratégique

Le Cadre stratégique pour l'agriculture jette les bases d'un programme quinquennal entre Agriculture et Agroalimentaire Canada et les provinces. L'entente actuelle prendra fin en mars 2018, et des consultations auprès de l'industrie et du gouvernement sont en cours dans le but de tracer la voie à suivre. Il est essentiel que le prochain cadre stratégique obtienne suffisamment de fonds pour englober la gestion des risques à la ferme et les programmes à l'extérieur de la ferme. Ces mesures contribueront au maintien d'un secteur agricole robuste et diversifié.

Les producteurs de canola se tourneront toujours vers le marché pour assurer leur rendement, mais les risques qui échappent à leur contrôle, tels que la sécheresse, les inondations, les ravageurs, les maladies et les effondrements de marché, sont bien réels. La série actuelle de programmes de gestion des risques à la ferme aide les producteurs à éponger ces pertes et à poursuivre leurs activités. Le processus de consultation sera donc l'occasion d'améliorer le fonctionnement de ces programmes.

D'autres programmes aident l'industrie sur le plan stratégique. Le programme Agri-marketing verse des fonds de contrepartie à hauteur de l'investissement de l'industrie afin d'appuyer toute stratégie de développement des marchés dirigée par le secteur. La grappe agroscientifique du canola au sein du programme Agri-innovation a contribué à la promotion d'une initiative de recherche et d'innovation bien définie. Compte tenu de l'intérêt croissant à l'égard des pratiques durables, la Table ronde canadienne sur la production durable des cultures aide l'industrie à consulter, évaluer et mettre en œuvre des outils appropriés, et elle est financée par le gouvernement le fédéral. Des fonds ont aussi été versés pour soutenir le travail de diverses tables rondes dans le cadre d'Agri-compétitivité. En fait, les tables rondes sont un excellent mécanisme pour définir et élaborer des pistes de solutions entourant des objectifs communs.

Il est essentiel de financer adéquatement les Cadres stratégiques pour l'agriculture d'aujourd'hui et de demain. Même si le prochain cadre ciblera de nouvelles priorités, il ne faut pas compromettre la réussite des priorités actuelles en hypothéquant les ressources qui leur sont allouées.

Transport

Puisque la majeure partie du canola est produit à l'intérieur des terres, celui-ci doit être acheminé aux points de sortie pour atteindre les pays d'exportation, un transport qui est assuré par le système ferroviaire. Le ministre Garneau est actuellement en train de revoir

l'ensemble du réseau de transport; voilà une bonne occasion de cerner les principaux investissements dans l'infrastructure qui permettraient d'améliorer le transport ferroviaire d'aujourd'hui et de demain, et de résoudre les problèmes liés au service.

Le budget de 2017 permettra de reconnaître la nécessité de prendre en compte les investissements indispensables dans l'infrastructure ferroviaire qui seront relevés lors de l'examen du réseau de transport.

Innovation

L'innovation est la voie de l'avenir. Les producteurs de canola améliorent constamment leurs pratiques, et veillent à adopter des pratiques de culture durables qui préservent la santé du sol, de l'air et de l'eau. L'agriculture doit être un pilier fondamental du Programme d'innovation; l'industrie et le gouvernement doivent travailler ensemble pour que le Canada devienne un chef de file mondial en matière d'innovation agricole. Le budget de 2017 peut y contribuer.

Environnement et changement climatique

Chaque année, les 43 000 producteurs de canola au pays participent à l'effort en gérant leurs terres dans le respect de l'environnement. L'huile de canola est une excellente matière première pour la production de biodiesel, puisque ses émissions de dioxyde de carbone sont 90 % inférieures à celles des combustibles fossiles. Le mandat fédéral actuel de 2 % pourrait être augmenté jusqu'à 5 %, ce qui aurait des effets bénéfiques immédiats sur l'environnement. L'établissement de normes de carburant à faible teneur en carbone permettrait également de veiller à ce que les carburants renouvelables employés répondent aux normes de faibles émissions de carbone.

Le budget de 2017 devrait donc comprendre une augmentation progressive de 2 à 5 % des mandats fédéraux en matière de biocarburants, de même qu'une norme de carburant à faible teneur en carbone.

Je vous remercie de me donner l'occasion de vous transmettre ces commentaires.

Cordialement,

A handwritten signature in blue ink that reads "Catherine Scovil". The signature is written in a cursive style.

Catherine Scovil

Directrice, Relations gouvernementales